exécutoires aux termes desquelles toute personne qui commet un meurtre qualifié doit être condamnée à mort et toute personne qui commet un meurtre non qualifié, à l'emprisonnement à vie. Il aurait mieux valu, selon moi, renoncer complètement à la distinction entre le meurtre qualifié et le meurtre non qualifié—qui est gauche et insatisfaisante—abroger l'article 202A et modifier l'article 206 de manière à prévoir que le châtement du meurtre, c'est l'emprisonnement à vie. Nous nous proposons de présenter un amendement dans ce sens lorsque le comité sera saisi du bill, pour donner à ceux qui croient en l'abolition complète de la peine capitale, l'occasion d'exprimer, en conscience, leurs opinions à ce sujet.

Je voudrais consacrer quelques instants aux exceptions contenues dans ce projet de loi. Elles concernent le meurtre de policiers ou autres fonctionnaires semblables, comme les directeurs et gardes de prison. Elles ne visent donc que très peu de cas. Le ministère de la Justice nous a fourni des documents supplémentaires sur la peine capitale. On peut les trouver dans les *Procès-verbaux* du 24 octobre dernier. Le tableau F de ces pièces additionnelles montre qu'au cours des dix dernières années, c'est-à-dire depuis 1957, on a prononcé dix condamnations pour des meurtres perpétrés sur des agents de police dans l'exercice de leurs fonctions. Sur ces dix condamnations, il y a eu trois exécutions et cinq commutations de peine. Le tableau ne précise pas ce qui est arrivé dans les deux autres cas. On a exécuté une seule personne depuis 1959.

D'après les pages 13 et 14, de 1964 à 1966, six policiers furent tués dans l'exercice de leurs fonctions; deux des meurtriers en cause se sont suicidés, trois furent internés dans un asile d'aliénés et un seul fut trouvé coupable de meurtre qualifié, mais sa condamnation fut commuée en peine d'emprisonnement à vie. Il est assez évident que dans aucun de ces cas, la peine capitale n'a eu d'effet dissuasif, pas plus que son absence n'aurait encouragé le meurtrier.

Quant aux meurtres de gardiens, les chiffres sont éloquentes. Le même document révèle que de janvier 1945 au 30 septembre 1967, on a enregistré exactement quatre cas de gardes assassinés. Les détails à ce sujet figurent à la page 14 de la documentation supplémentaire. En 1949, un meurtrier fut condamné à mort et exécuté; dans un autre cas, on n'a jamais découvert le coupable. Dans le troisième cas, il y eut condamnation

à mort et commutation de peine et, enfin, dans le quatrième cas, d'après les renseignements qui figurent à la page 14, il ne s'agissait aucunement d'un meurtre. Il n'y a pas eu d'autre cas de ce genre depuis 1964, bien qu'alors, la commutation de la peine de mort était déjà pratique courante.

C'est indiscutable, les agents de police et leurs représentants considèrent la peine de mort comme une protection pour eux, dans l'exercice de leurs dangereuses fonctions. Toutefois, on a fait des sondages dans des États américains abolitionnistes et antiabolitionnistes. En 1955, le comité mixte du Sénat et de la Chambre des communes a reçu du professeur Sellin, qu'on a déjà mentionné et qui est une grande autorité en la matière, un mémoire indiquant qu'il n'y a aucune différence entre les États abolitionnistes et antiabolitionnistes quant au nombre de meurtres d'agents de police, et que, depuis la période de 1920 à 1930, où l'assassinat d'agents de police a atteint son paroxysme, la fréquence de ces crimes a baissé constamment tant dans les États qui ont aboli la peine capitale que dans ceux qui l'ont maintenue.

J'ai pu lire un article encore inédit du *Journal of Criminology and Police Science*. On y analyse l'assassinat d'agents de police, de 1961 à 1963, dans six États abolitionnistes et neuf États voisins où la peine capitale a été retenue et qui sont plus ou moins comparables aux premiers. On y signale que le nombre de policiers tués était de .393 par 1,000, dans les États abolitionnistes, et de .398 par 1,000 dans les États prévoyant la peine capitale, donc les proportions virtuellement semblables dans les deux cas. A mon sens, cela illustre que la force policière se fait une grave illusion lorsqu'elle se croit protégée par la peine capitale. Deux États abolitionnistes n'ont enregistré aucun meurtre de policiers pendant cette période de trois ans.

Le professeur Akman, de l'University d'Ottawa, a publié un article intéressant dans le numéro d'octobre 1966 de la *Revue canadienne de criminologie*. Il a fait une étude de l'agression dans les pénitenciers du Canada en 1964-1965. Les détenus, plutôt que les gardes, en sont les plus souvent victimes, et les agresseurs sont, pour la plupart, des détenus qui purgent une courte peine. Aucun de ceux qui se sont livrés à des actes de violence n'était du groupe des condamnés à mort dont la peine avait été commuée. Les deux détenus qui, pendant cette période, ont tué un